

Burundi : des OSC mobilisées pour exiger la libération du président de l'Aprodh

@rib News, 19/05/2014 - Source Xinhua Plusieurs organisations de la société civile (OSC) du Burundi ont exigé lundi que le président de l'Association pour la Protection des Droits Humains et des Personnes détenues (APRODH), Pierre Claver Mbonimpa, emprisonné à la prison centrale de Mpimba à Bujumbura, soit libéré. Des organisations de la société civile, notamment le Forum pour le Renforcement de la Société Civile (FORSC), l'Observatoire de l'Action Gouvernementale (OAG) et la Forum pour la Conscience et le Développement (FOCODE) ont fait lundi, chacune de son côté, la revendication de libération.

Pierre Claver Mbonimpa est accusé par le gouvernement d'atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat pour avoir dit qu'il y a des jeunes Burundais qui feraient des entraînements paramilitaires en République démocratique du Congo sous l'encadrement de « quelques policiers et autres soldats burundais ». Pour Godefroid Manirambona, président de l'OAG, Pierre Claver Mbonimpa est un infatigable défenseur des droits humains. Il demande alors « au gouvernement de le libérer immédiatement et sans condition et de faire diligence pour mener des enquêtes approfondies et indépendantes sur les allégations en rapport avec les entraînements paramilitaires effectués à l'est de la République démocratique du Congo ». Le président du FORSC, Vital Nshimirimana, estime de son côté que cet activiste des droits de l'Homme est victime d'un pur montage puisque, dit-il, « alors qu'il comparaisait à la Police judiciaire comme détenteur d'une information susceptible de contribuer à mettre la lumière sur les allégations d'entraînements paramilitaires, Pierre Claver Mbonimpa s'est vite retrouvé rangé parmi les ennemis de la Nation qui ne méritent rien d'autre que l'arrestation immédiate ». Le FOCODE quant à lui se base sur une des photos que Pierre Claver a présenté à la police judiciaire comme preuve de ce qu'il a avancé, une photo qui serait en train d'être protestée par la police. « Ce qu'il faut faire sur cette preuve qu'il a donnée, c'est plutôt de regarder l'intention qu'il avait dans la qualification des intentions où l'on doit toujours tenir en considération l'élément matériel, l'élément idéal mais aussi l'intention (...). Si Pierre Claver Mbonimpa a utilisé cette photo dans la seule perspective d'aider la justice burundaise, il n'a commis aucune infraction », a déclaré Pacifique Nininahazwe, président du FOCODE. Pierre Claver Mbonimpa a été arrêté la nuit de jeudi à vendredi dernier à l'aéroport international de Bujumbura alors qu'il s'apprêtait à prendre l'avion à destination de Nairobi au Kenya en réunion de travail. Le lendemain, il a été entendu par un des substituts du procureur en chef de Bujumbura qui a décidé de l'envoyer le même jour à la prison centrale de Mpimba de la capitale burundaise.